

économique du Commonwealth, etc. Le communiqué final notait la similitude remarquable des points de vue et des fins poursuivies en matière d'affaires internationales que ces réunions font chaque fois ressortir. Les premiers ministres se sont entendus sur la nécessité de mesures constructives visant à renforcer et à perfectionner l'instrument de paix que constitue l'ONU. Ils ont exprimé l'inquiétude profonde que leur cause le problème du désarmement et ont reconnu l'utilité d'un accord, même de portée restreinte, qui créerait des conditions favorables à un plan de désarmement plus complet. Deux faits, mentionnés l'un et l'autre dans le communiqué final, attestent l'évolution du Commonwealth: pour la première fois le premier ministre du nouvel État de Ghana était présent; officiellement on a pris note de l'indépendance qui allait être accordée à la Fédération de Malaisie.

Il convient aussi de mentionner tout spécialement la visite que Sa Majesté la reine Elisabeth II et Son Altesse royale le prince Philippe ont faite au Canada en octobre 1957. Pour la première fois dans l'histoire, un souverain régnant a inauguré la législature au Canada. Le 14 octobre, Sa Majesté a prononcé le discours du trône à la première session de la 23<sup>e</sup> législature. La fin de la période à l'étude avait déjà vu les premiers préparatifs de la visite que Son Altesse royale la princesse Margaret a rendue au Canada, du 12 juillet au 11 août 1958.

En août et septembre 1957, l'hon. J. M. Macdonnell, ministre sans portefeuille, a dirigé la délégation canadienne aux cérémonies qui ont marqué l'indépendance de la Malaisie, et il s'est aussi arrêté à Singapour, à la Nouvelle-Delhi, à Karachi et à Londres. En octobre, l'hon. W. J. Browne, ministre sans portefeuille, a représenté le Canada à la réunion annuelle du Comité consultatif du Plan de Colombo, tenue à Saigon, au Vietnam. C'est à cette occasion que le cadet des États du Commonwealth, la Malaisie, a été admis dans les rangs de l'association du Plan de Colombo, à titre de membre de plein droit. Vers la fin de 1957, l'hon. Gordon Churchill, ministre du Commerce, a fait une tournée d'un mois au Royaume-Uni, à la tête d'une délégation commerciale du Canada ayant pour objet d'étudier les possibilités d'expansion du commerce entre les deux pays.

Le Canada a accueilli plusieurs hommes d'État éminents du Commonwealth, notamment le premier ministre Menzies (Australie); M. Selwyn Lloyd, secrétaire aux Affaires étrangères, M. Peter Thorneycroft, chancelier de l'Échiquier, sir David Eccles, président de la chambre de Commerce, M. Reginald Maudling, trésorier général, M. Heathcoat Amory, ministre de l'Agriculture (Royaume-Uni); D<sup>r</sup> A. J. R. Van Rhijn, ministre des Affaires économiques (Afrique du Sud); le chef Kolawole Balogun, ministre de la Recherche et de l'Information (Nigéria) et D<sup>r</sup> Kwame Nkrumah, premier ministre du Ghana. Deux membres du gouvernement de la Nigéria occidentale, le chef C. D. Akran et le chef J. O. Osuntokun, sont aussi venus à Ottawa.

A la onzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Canada s'est fait parrain, avec d'autres pays du Commonwealth, de l'admission du Ghana et de la Malaisie.

Les conférences d'un intérêt tout spécial pour le Commonwealth auxquelles le Canada a participé comprennent, outre celles mentionnées plus haut: 1<sup>o</sup> la Conférence forestière du Commonwealth britannique, Wellington (N.-Z.), octobre 1957; 2<sup>o</sup> la Conférence des ministres des Finances du Commonwealth, Mont-Tremblant (P.Q.), septembre 1957; 3<sup>o</sup> le Congrès des mines et de la métallurgie du Commonwealth, 6<sup>e</sup> conférence, Ottawa et Halifax, septembre-octobre 1957; enfin, 4<sup>o</sup> le Comité permanent du commerce et des affaires économiques du Canada et du Royaume-Uni, Ottawa, mai 1957. L'idée de la conférence du Mont-Tremblant remonte à juillet 1957: au cours de la réunion des premiers ministres, à Londres, M. Diefenbaker avait en effet invité les ministres des Finances du Commonwealth à venir au Canada après la session de la Banque internationale de reconstruction et de mise en valeur qui devait se tenir à Washington. A l'issue de la Conférence du Mont-Tremblant, qui a souscrit au principe d'échanges commerciaux accrus et de relations économiques plus étroites entre les membres du Commonwealth, les ministres